

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

La procédure de mise en concurrence et l'exécution du ou des marchés publics à attribuer sont soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (CCP).

Le contrat est soumis au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

OBJET DU MARCHE

TRAVAUX DE RENOVATION ET DE REAMENAGEMENT DU REZ DE CHAUSSEE DE LA BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE LETTRES DE L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA

Marché n° 2025-49-UPVD-T

LOT n°01 : CLOISONS / FAUX PLAFONDS

LOT n°02 : MENUISERIES BOIS

LOT n°03 : SOL SOUPLE

LOT n°04 : PEINTURE

LOT n°05 : CHAUFFAGE – RAFRAICHISSEMENT – VENTILATION - PLOMBERIE

LOT n°06 : ELECTRICITE – COURANTS FORTS ET FAIBLES

SOMMAIRE

Article 1er : Identification du marché

Article 2 : Identification du service acheteur gestionnaire du contrat

CHAPITRE 1er : GÉNÉRALITÉS

Article 3 : Obligations générales des parties

Article 4 : Pièces contractuelles et indicatives

Article 5 : Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité

Article 6 : Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Article 7 : Protection de l'environnement, sécurité, santé et préservation du voisinage

Article 8 : Assurances

CHAPITRE 2 : PRIX ET RÈGLEMENT

Article 9 : Contenu et caractère des prix

Article 10 : Rémunération du titulaire et des sous-traitants

Article 11 : Constatations et constats contradictoires

Article 12 : Modalités de règlement des comptes

Article 13 : Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Article 14 : Augmentation du montant des travaux

Article 15 : Diminution du montant des travaux

Article 16 : Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage

Article 17 : Pertes et avaries

CHAPITRE 3 : DÉLAIS

Article 18 : Fixation et prolongation des délais

Article 19 : Pénalités, primes et retenues

CHAPITRE 4 : RÉALISATION DES OUVRAGES

Article 20 : Développement durable

Article 21 : Provenance des matériaux et produits

Article 22 : Lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux

Article 23 : Qualité des matériaux et produits. – Application des normes

Article 24 : Vérification qualitative des matériaux et produits – Essais et épreuves

Article 25 : Vérification quantitative des matériaux et produits

Article 26 : Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage dans le cadre du marché

Article 27 : Plan d'implantation des ouvrages et piquetages

Article 28 : Préparation des travaux

Article 29 : Études d'exécution

Article 30 : Modifications apportées aux stipulations techniques contractuelles

Article 31 : Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier
Article 32 : Engins explosifs de guerre ou matériaux dangereux
Article 33 : Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier
Article 34 : Dégradations causées aux voies publiques
Article 35 : Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution
Article 36 : Gestion des déchets de chantier
Article 37 : Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi
Article 38 : Essais et contrôle des ouvrages
Article 39 : Vices de construction
Article 40 : Documents fournis après exécution

CHAPITRE 5 : RÉCEPTION ET GARANTIES

Article 41 : Réception
Article 42 : Réceptions partielles
Article 43 : Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
Article 44 : Garanties contractuelles

CHAPITRE 6 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Article 45 : Définition des résultats
Article 46 : Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards
Article 47 : Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards
Article 48 : Régime des résultats

CHAPITRE 7 : RÉSILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX

Article 49 : Principes généraux
Article 50 : Cas de résiliation du marché
Article 51 : Opérations de liquidation
Article 52 : Mesures coercitives
Article 53 : Ajournement et interruption des travaux
Article 54 : Clause de réexamen

CHAPITRE 8 : DIFFÉRENDS

Article 55 : Règlement des différends entre les parties

CHAPITRE 9 : DIVERS

Article 56 : Liste des dérogations au CCAG

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent CCAP concerne les travaux suivants : Travaux de rénovation et de réaménagement du RDC de la BU Lettres sur le campus universitaire de l'Université de Perpignan Via Domitia.

Les travaux sont répartis selon les lots suivants attribués séparément :

LOT n°01 : CLOISONS / FAUX PLAFONDS

LOT n°02 : MENUISERIES BOIS

LOT n°03 : SOL SOUPLE

LOT n°04 : PEINTURE

LOT n°05 : CHAUFFAGE – RAFRAICHISSEMENT – VENTILATION - PLOMBERIE

LOT n°06 : ELECTRICITE – COURANTS FORTS ET FAIBLES

faisant l'objet du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Forme du marché

Le présent marché est un marché non fractionné pour les lots n° 01, 03, 04, 05 et 06.

Le présent marché est un marché fractionné à tranches fermes et optionnelles au sens des articles R2113-4 à R 2113-6 CCP pour le lot n°02.

➤ **Objet des tranches pour le lot n° 02 :**

Tranche ferme :

- Fourniture et pose de châssis fixes vitrés,
- Fourniture et pose de blocs portes bois,
- Fourniture et pose de plinthes bois,
- Modification de la banque d'accueil.

Tranche optionnelle : Fourniture et mise en œuvre d'un comptoir

➤ **Délai et modalités d'affermissement des tranches optionnelles :**

La décision d'affermissement de chaque tranche optionnelle fait l'objet d'un ordre de service signé par l'acheteur et notifié au titulaire, dans les délais maximums suivants : *6 mois à compter de la notification du marché.*

Le non lancement d'une ou des tranches optionnelles ne donne lieu ni à indemnité d'attente ni à indemnité de dédit.

Le LOT 3 de ce marché comporte une variante sociale obligatoire : elle fait l'objet d'un acte d'engagement intitulé « OFFRE VARIANTE SOCIALE » qui est à compléter.

ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DU SERVICE ACHETEUR GESTIONNAIRE DU CONTRAT

Nom et adresse officiel de l'acheteur public :

UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA

52, avenue Paul Alduy

66860 PERPIGNAN Cedex 09

Représentée par son Président, M. Yvan AUGUET

Type d'acheteur public :

EPSCP – Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, autonome.

Le marché est géré par le service suivant pour les renseignements administratifs :

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Mme Fabienne CHARRIER

Université de Perpignan Via Domitia (UPVD)

52, avenue Paul Alduy

66860 PERPIGNAN Cedex 09

CHAPITRE 1 : GENERALITES

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

3.1 Forme des notifications et informations

Cet article déroge l'article 3.1 du CCAG.

Sauf dispositions spécifiques dans le présent document, les notifications et transmissions d'informations entre le titulaire et l'acheteur qui font courir un délai nécessitant la détermination d'une date et éventuellement d'une heure certaine sont effectuées par le biais du profil d'acheteur indiqué dans le règlement de la consultation (ou notifié au titulaire par l'acheteur en cas de modification de ce profil pendant l'exécution du contrat) ou par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse postale des parties mentionnée dans l'acte d'engagement ou à leur siège social.

3.2 Modalités de computations des délais d'exécution des prestations

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 3.2 du CCAG.

3.3 Représentation de l'acheteur

Cet article complète l'article 3.3 du CCAG.

Les représentants de l'acheteur sont habilités par décision du conseil d'administration en date du 20 novembre 2020.

Seules les personnes suivantes sont habilitées à engager la personne publique pour la conduite opérationnelle des prestations objet de ce marché :

Monsieur Yves ROUSSEAU, directeur des Opérations Immobilières

yves.rousseau@univ-perp.fr

Madame Sophie CHAMPANEY, chargée d'opérations

sophie.champaney@univ-perp.fr

En cours d'exécution du marché, le représentant de l'acheteur peut désigner par ordre de service d'autres personnes habilitées à le représenter.

Les contrôles objet des articles 41 à 42 du présent document seront assurés par :

Monsieur Yves ROUSSEAU, directeur des Opérations Immobilières

3.4 Représentation du titulaire

3.4.1 Identification des représentants du titulaire

Les représentants du titulaire sont désignés à l'article 2 de l'acte d'engagement du présent marché public.

3.4.2 Obligation du titulaire d'informer l'acheteur de tout changement de sa situation juridique et administrative

Cet article complète l'article 3.4.2 du CCAG.

Le titulaire s'engage à notifier à l'acheteur tout changement affectant sa situation juridique et administrative conformément à l'article 3.4.2 du CCAG.

Il doit également notifier les jugements de redressement ou liquidation judiciaire ou toute mesure d'interdiction de concourir prise à son encontre.

En cas de changement de la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, le titulaire communiquera à l'acheteur tous les justificatifs attestant de ce changement de situation (pouvoirs engageant le titulaire et ses cotraitants, numéro unique d'identification délivré par l'INSEE, publications légales, copies de procès-verbaux d'assemblées générales, jugements...). Selon le type de changement affectant le titulaire, la modification sera prise en compte dans le contrat par voie de modification de marché (au sens des articles R2194-1 à R2194-10 CCP) ou de certificat administratif.

3.5 Cotraitance

Cet article complète l'article 3.5 du CCAG.

Quelle que soit la nature du groupement, le mandataire assure la coordination des entreprises et la représentation du groupement. Les prix sont réputés tenir compte de ces missions.

Si le titulaire du marché est un groupement conjoint, et en cas de défaillance du mandataire du groupement en cours d'exécution du marché, un nouveau mandataire est désigné dans les conditions de l'article 52.7 du CCAG. Ce dernier ne se voit pas imposer une obligation de solidarité avec les autres cotraitants. Son rôle est limité à la représentation et la coordination des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur.

Le mandataire représente également le groupement vis-à-vis de tous les intervenants visés au 2 ci-dessus.

3.6 Sous-traitance

3.6.1 Sous-traitance directe

3.6.1.1 Demande d'acceptation d'un sous-traitant

Cet article complète l'article 3.6 du CCAG.

Le titulaire du marché peut sous-traiter certaines parties de son marché dans les conditions de l'article 3.6 du CCAG.

Toute demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement doit être accompagnée des documents suivants :

- un acte spécial,
- une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics tel que prévu à l'article R.2193-1-5° CCP,
- les justificatifs des capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

3.6.1.2 Notification de l'acte spécial par l'acheteur

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 3.6.1.2 du CCAG.

3.6.1.3 Représentation du titulaire pour les prestations sous-traitées.

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 3.6.1.3 du CCAG.

3.6.1.4 Sanctions en cas de non respect des obligations

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 3.6.1.4 du CCAG.

3.6.1.5 Communication du contrat de sous-traitance

Cet article complète l'article 3.6.1.5 du CCAG.

Le titulaire doit répondre, dans le délai fixé à l'article 3.6.1.5 du CCAG, à toute demande de communication du contrat de sous-traitance et de ses éventuelles modifications de marché, émise par l'acheteur.

En cas de non respect de ces dispositions, il encourt la pénalité fixée à l'article 19.6 du CCAP.

3.6.2 Sous-traitance indirecte

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 3.6.2 du CCAG.

3.8 Ordres de service

Cet article déroge à l'article 3.8.2 du CCAG.

Toutes les décisions, ordres ou remarques relatifs à la conduite et au contrôle du marché se concrétisent, par des ordres de service signés, datés et numérotés.

Chaque ordre de service est notifié au titulaire selon la ou les modalités suivantes :

- a) par le biais du profil acheteur. La date de réception de l'ordre de service s'entend selon les modalités de l'article 3.1.2 du CCAG.
- b) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception,

- c) remise en main propre contre récépissé daté et signé.

L'absence d'observations émises par le titulaire dans les **5** jours suivant la réception de la notification d'un ordre de service vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

3.9 Convocations du titulaire-Rendez-vous de chantier

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 3.9 du CCAG.

3.10 Autres intervenants

Cet article complète l'article 3.10 du CCAG.

3.10.1 Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est:

ATELIER FOISSIER ARCHITECTES
17B rue du Castillet
66000 PERPIGNAN

Cette mission comprend les obligations de traitement des factures des éventuels travaux sous-traités par les entreprises titulaires des marchés de travaux.

Les missions confiées au maître d'œuvre sont :
DIAG-ESQ, APS-APD, PRO, ACT-AMT, EXE, DET, AOR

3.10.2 Coordination de chantier

La coordination des entreprises est assurée par :
ATELIER FOISSIER ARCHITECTES
17B rue du Castillet – 66000 PERPIGNAN

3.10.3 Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :
ALPES CONTROLES
56 route de Prades – 66 000 PERPIGNAN

Les missions confiées au contrôleur technique sont :
HAND, L, LE, SEI

3.10.4 Coordination sécurité-santé :

La présente opération est soumise à l'obligation de mise en place d'une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

La mission de coordinateur SPS est assurée par :
ALPES CONTROLES
56 route de Prades – 66 000 PERPIGNAN

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

4.1 Ordre de priorité

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG.

4.1.1 Documents contractuels (généraux et particuliers)

Les documents contractuels sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) (offre de base/offre variante sociale), et ses annexes éventuelles dans l'ordre de priorité suivant :

NUMERO	NOM DE L'ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT
1	Mise au point du marché public
2	La ou les demande(s) de précisions sur la teneur de l'offre
3	Annexe(s) relatives à ou aux prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)
4	Annexes relatives à la sous-traitance
5	Répartition technique et financière des prestations en cas de groupement conjoint

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe.
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- Le ou les CCTP (établis par lot le cas échéant) et éventuellement une annexe technique pour chaque variante et prestation supplémentaire éventuelle.
- Les ordres de service d'affermissement de chacune des tranches
- Le cas échéant, le résultat des investigations complémentaires menées sur l'emprise du projet.
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- Le rapport initial de contrôle technique (RICT)
- Les plans répertoriés dans la liste annexée au CCTP.
- Le calendrier d'exécution des travaux
- Le cadre de mémoire technique et environnemental fourni dans les documents de la consultation par l'acheteur et dûment complété.

4.1.2 Documents à caractère indicatif

- La décomposition du prix global et forfaitaire

4.2 Pièces à remettre au titulaire - Cession de créance

Cet article déroge à l'article 4.2 du CCAG travaux.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le maître d'ouvrage au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, du CCTG et, plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle. Le maître d'ouvrage remet également au titulaire, à sa demande et sans frais, le certificat de cessibilité nécessaire à la cession du marché.

5.1 Obligation de confidentialité

Cet article complète l'article 5.1 du CCAG.

Le titulaire et l'acheteur doivent respecter l'obligation de confidentialité qui leur est imposée par les dispositions de l'article 5.1 du CCAG et prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre à cette obligation.

L'acheteur et le titulaire signalent les documents, informations et éléments contractuels ou non communiqués à l'occasion du marché et soumis à l'obligation de confidentialité. Le signalement se fait par l'apposition de la mention « DOCUMENT CONFIDENTIEL AU SENS DE L'ARTICLE 5 DU CCAG DES MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX » sur le ou les documents ou éléments concernés.

5.2 Protection des données à caractère personnel

Cet article déroge à l'article 5.2 du CCAG.

Conformément à l'article 4 du RGPD, et pour les articles du présent marché, le sous-traitant est désigné ci-après « le titulaire du marché » ; le responsable de traitement est désigné ci-après « l'acheteur », c'est à dire l'UPVD et le sous-traitant de second rang est désigné ci-après « sous-traitant ».

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 50.

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations listées dans le marché,
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées ou enregistrées dans le cadre de l'exécution du marché et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées,
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur et à le mettre à sa disposition en cas de besoin,
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut,
- Obligation de conseil et d'assistance à l'acheteur pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées, conformément aux modalités définies à l'article 5.2.5 ci-après,
- Mettre à disposition toute la documentation justifiant du respect de ses obligations,
- Alerter sans délai l'Université de Perpignan en cas de violation, de perte ou de divulgation non autorisée de données personnelles collectées dans le cadre du marché. Cette notification doit être accompagnée de toute documentation utile afin de lui permettre, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle,
- Obligation d'informer l'acheteur de toute difficulté dans l'application de la réglementation.

5.2.3- Le sort des données personnelles en fin de marché

À l'issue de la période d'exécution du marché, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel

5.2.4 - En cas de sous-traitance de traitement de données à caractère personnel

Le titulaire du marché peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques.

Pour cela, il doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de l'UPVD pour recourir à un sous-traitant via le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4).

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du traitement (rubrique F du formulaire).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant l'UPVD de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

5.2.5 - Exercice des droits des personnes concernées par le traitement

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée), s'agissant des données faisant l'objet de traitement dans le cadre du présent marché.

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données selon le format convenu avec l'acheteur.

5.2.6 – Remise de documents conformément à l'exécution de traitement de données

A la demande de l'acheteur, le titulaire du marché devra transmettre un tableau retraçant l'ensemble des demandes d'accès au droit des personnes concernées par le traitement en précisant le nombre et la nature de ces demandes.

En cas de demande de l'acheteur, il s'engage également à transmettre le registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la Métropole. Ce registre devra comprendre a minima les informations suivantes :

- le nom et coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles...

5.3 Mesures de sécurité

L'article 5.3 du CCAG est sans objet pour le présent marché.

5.4 Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

5.4.1- Obligations générales

Conformément à la législation, le prestataire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Le concessionnaire veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations.

5.4.2- Obligation d'information des usagers du service public

Le prestataire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

5.4.3- Modalités de contrôle du respect des obligations

L'acheteur pourra effectuer tout contrôle pour s'assurer de la mise en œuvre des obligations fixées au présent article. Il pourra à cette fin effectuer des contrôles sur place, au lieu d'exécution du service public, ou sur pièces.

Le prestataire communique à l'acheteur chaque contrat conclu avec un tiers qui aurait pour effet de le faire participer à l'exécution du service public, dès la signature de ce contrat.

Le prestataire informe l'acheteur dans un délai maximum de 48H des manquements qu'il a lui-même constaté ou dont il a eu connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre pour y remédier.

5.4.4- Pénalités

5.4.4.1- Dispositions générales

5.4.4.2 - Pénalité pour non-respect des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité

En cas de non-respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité précisés à l'article 5.4 après le 1er manquement constaté et ayant fait l'objet d'une mise en demeure, l'acheteur peut appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par manquement constaté et par jour en cas de manquement répété.

ARTICLE 6 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Dans le cadre des dispositifs d'alerte, tout agent de contrôle, (notamment issu des services étatiques de l'inspection du travail), est susceptible d'informer par écrit la personne publique du non respect d'un certain nombre d'obligations sociales par le titulaire du marché. L'acheteur devra alors procéder à la mise en demeure du titulaire de se conformer à ses obligations. Il sera alors fait application des dispositions du CCAG relatives aux conditions de mise en demeure et résiliation.

Pour ce qui concerne les obligations liées à la mise en application des dispositifs d'alerte, il convient de se référer à la fiche pratique 84 pour plus d'informations sur :

- Lutte contre le travail dissimulé L 8222-6 code du travail (LOI n°2013-1203 du 23 décembre 2013)
- Lutte contre l'emploi de salarié étrangers sans titre L8254-2-1 du code du travail (LOI n°2011-672 du 16 juin 2011)
- Conditions d'hébergement des salariés L4231-1 code du travail (Loi n°2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence déloyale)
- Application de la législation du travail pour les salariés des sous-traitants directs et indirects L 8281-1 code du travail (Loi n°2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence déloyale)
- Non paiement partiel ou total du salaire minimum légal ou conventionnel L 3245-2 code du travail (Loi n°2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence déloyale).

6. 1 Respect de la réglementation

Cet article complète l'article 6.1 et déroge à l'article 6.2 du CCAG.

Le titulaire est tenu au respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail dans les conditions fixées à l'article 6.1 du CCAG. L'acheteur peut lui demander de justifier du respect de ces obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'ordre de service correspondant sans qu'il soit signé une modification de marché au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, l'acheteur peut résilier le marché en application de l'article 50.3.1.a du CCAG.

6.2 Respect des obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé - Dispositif de vigilance : transmission des justificatifs en cours d'exécution du contrat

Cet article complète l'article 6 du CCAG.

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur **sans** demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine, par le titulaire, à l'adresse mail suivante : marchespublics@univ-perp.fr

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à LL2141-11 CCP, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 CCP, ou de refus de produire les pièces prévus aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevées sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 52 du CCAG-travaux s'appliquent.

6.3 Respect des dispositions prévues pour l'emploi de salariés étrangers - Dispositif de vigilance : transmission des pièces justificatives en cours d'exécution

Dans le cadre de l'article L8254-1 du code du travail, le titulaire établi en France qui recourt à l'emploi de salariés étrangers (article D 8254-2 du code du travail) ou le titulaire établi à l'étranger qui détache des salariés sur le territoire national français pour l'exécution du présent marché (article D 8254-3 du code du travail) , s'engage à fournir à l'acheteur **sans** demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à autorisation de travail. Cette liste comprendra les indications prévues à l'article D 8254-2 du code du travail.

Les informations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine par le titulaire, à l'adresse renseignée au 6.2.

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément à l'article 50.3 du CCAG travaux, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevées sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 52 du CCAG-travaux s'appliquent.

6.4 Dispositif de vigilance en matière de déclaration des travailleurs détachés

L'article L 1262-4-1 du code du travail impose à l'acheteur une obligation de vigilance en matière de respect de la réglementation relative aux travailleurs détachés.

En vue de respecter ces dispositions et notamment l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- s'il est établi hors de France et s'il envisage de détacher des travailleurs pour l'exécution du présent contrat,
- si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants directs ou indirects envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,
- s'il contracte, ou si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants contractent avec une ou des entreprises exerçant une activité de travail temporaire qui envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,

s'engage, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, à fournir à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3, R.1263-4-1 et R.1263-6 du code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1.

Le titulaire doit transmettre les documents indiqués ci-dessus que le travailleur soit détaché par le titulaire, par l'un de ses sous-traitants directs ou indirects ou par une entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou l'un de ses sous-traitants a contracté.

Les documents mentionnés ci-dessus sont transmis par tout moyen permettant de donner date certaine par le titulaire, à l'adresse renseignée au 6.2.

ARTICLE 7 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE, SANTE, PRESERVATION DU VOISINAGE

Cet article complète l'article 7.1 et déroge à l'article 7.2 du CCAG.

Le titulaire est tenu au respect des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection de l'environnement, de sécurité, de santé des personnes et de préservation du voisinage dans les conditions fixées à l'article 7.1 du CCAG. L'acheteur peut lui demander de justifier du

respect de ces obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès notification de l'ordre de service correspondant sans qu'il soit signé une modification de marché au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations dans ces domaines, l'acheteur peut résilier le marché en application de l'article 50.3 du CCAG.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

Cet article complète l'article 9.1 du CCAG.

8.1 Étendue de l'obligation d'assurance du titulaire

Le titulaire (le cas échéant, le mandataire et ses cotraitants éventuels) doit contracter les assurances exigées ci-dessous.

Il doit maintenir les assurances demandées. A défaut, sa responsabilité sera engagée.

8.1.1 Assurance responsabilité civile

Une Assurance Responsabilité Civile couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant être causés aux tiers, au maître de l'ouvrage et aux assistants à maîtrise d'ouvrage, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après la réception.

Ces polices doivent préciser les minimas de garantie :

Avant réception des travaux : le montant par sinistre, tous dommages confondus

Dont

- le montant par sinistre pour les dommages corporels
- le montant par sinistre pour les dommages matériels

Et le montant par sinistre et par année après réception des travaux, tous dommages confondus.

8.1.2 Assurance responsabilité civile décennale

Une assurance couvrant la responsabilité résultant des principes qui régissent la garantie décennale des constructeurs.

En cas de travaux sur ouvrages existants, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 du Code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les ouvrages existants.

8.1.3 Assurance Tous Risques Chantier (TRC)

Cet article est sans objet pour le présent marché.

8.1.4 Contenu et présentation des attestations d'assurance

Les attestations d'assurance responsabilité civile visées à l'article 8.1.1 doivent comporter a minima les mentions suivantes :

- les coordonnées,
- les activités garanties,
- la nature et les montants de dommages garantis,
- la période de validité.

Les attestations d'assurance responsabilité civile décennale visées à l'article 8.1.2 doivent comporter les mentions minimales prévues, le cas échéant, aux articles A. 243-1 à A. 243-5 du Code des assurances, à savoir :

- l'adresse, nature et coût de l'opération de construction déclaré par le maître d'ouvrage,
- l'(es) activité(s) ou mission(s) exercée(s) par l'assuré,
- la date d'ouverture de chantier,
- la nature et montant de la prestation réalisée par l'assuré,
- la nature des techniques utilisées,
- le cas échéant, la présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale ainsi que le montant de la franchise absolue.

8.2 Délai de remise des attestations d'assurance au maître d'ouvrage

Cet article complète l'article 8.1.3 du CCAG.

8.2.1 Remise des attestations avant notification du marché

Cet article déroge à l'article 8.1.3 du CCAG.

Les attestations du titulaire (le cas échéant, le mandataire et ses cotraitants éventuels) devront être communiquées avant notification du marché, dans le délai fixé au règlement de la consultation.

A défaut de communication des attestations d'assurance demandées, le marché ne sera pas notifié.

8.2.2 Remise des attestations pendant l'exécution du marché

Au cours du premier trimestre de chaque année d'exécution du marché, le titulaire (le cas échéant, le mandataire et ses cotraitants éventuels) doit transmettre au maître d'ouvrage l'ensemble des attestations en cours de validité pour toutes les assurances requises.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire les attestations d'assurance en cours de validité, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut de transmission des attestations d'assurance dans le délai imparti, le maître d'ouvrage met le titulaire en demeure de se conformer à cette obligation dans le délai de quinze jours à compter de la réception de la mise en demeure. Si le titulaire ne satisfait pas à la mise en demeure, il encourt une pénalité fixée à l'article 19 du CCAP.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 9 : CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

9.1 Contenu des prix

Cet article complète l'article 9.1.1 du CCAG.

Les prix du marché comprennent toutes les sujétions découlant des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation concernée doit être réalisée.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes de ces circonstances et a élaboré ses prix en connaissance de cause.

9.2 Distinction entre prix unitaires et prix forfaitaires

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 9.2 du CCAG.

9.3 Décomposition et sous-détails des prix

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 9.3 du CCAG.

9.4 Variation dans les prix

Cet article déroge à l'article 9.4. du CCAG.

Aux articles 9.4.2 et 9.4.3 et 9.4.4 du CCAG travaux la « date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre » doit s'entendre comme « la date limite de remise des offres ».

ARTICLE 10 : REMUNERATION DU TITULAIRE ET DES SOUS-TRAITANTS

10.1 Avances

Cet article déroge à l'article 10.1 du CCAG et le remplace.

10.1.1 Dispositions générales

Une avance sera accordée et remboursée dans les conditions des articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à R2191-19 CCP.

Dans tous les cas, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Si le titulaire et ses éventuels sous-traitants ont droit au versement d'une avance, le versement de celle-ci sera conditionné par la constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie porte sur 100 % du montant de l'avance. Les deux parties peuvent s'accorder pour substituer à cette garantie une caution personnelle et solidaire.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise (au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique) ou une entreprise relevant de l'économie sociale et solidaire (au sens de l'article 1er de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire) le taux de l'avance indiqué au présent article est porté à 30 % et par dérogation aux mentions ci-dessus l'avance est versée sans constitution de garantie financière par le bénéficiaire.

Pour les autres entreprises (autres que PME et relevant de l'ESS), le taux de l'avance est fixé à 10 % avec constitution d'une garantie financière.

10.1.2 Avance accordée au titulaire

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance correspond au montant des prestations exécutées par le titulaire.

Si le titulaire qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement de l'avance par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial.

► Conditions de versement de l'avance

L'avance est versée pour chaque tranche affermie dont le montant est supérieur au seuil de 50 000 euros HT et si le délai d'exécution de la tranche est supérieur à deux mois.

Ce montant s'entend comme le montant global et forfaitaire de la tranche (cas du marché à prix global et forfaitaire), ou le montant total estimatif de la tranche (cas du marché à prix unitaires), ou le total des montants forfaitaires de la tranche (cas du marché à prix forfaitaires) ou le total du montant estimatif et des montants forfaitaires de la tranche (cas du marché à prix mixtes).

► **Montant de l'avance :**

Lorsque la tranche affermie est d'une durée inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant initial TTC de la tranche.

Lorsque la tranche est d'une durée supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 10 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC de la tranche divisé par la durée de la tranche exprimée en mois.

► **Début du remboursement de l'avance :** conformément à l'article R2191-11 CCP, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde :

- Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises de la tranche, sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant des prestations qui lui sont confiées au titre de la tranche;

► **Fin du remboursement de l'avance :**

Pour chaque tranche affermie, lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant toutes taxes comprises de la tranche, son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations confiées au titulaire au titre de la tranche affermie.

Dans les autres cas, dans le silence du marché, l'avance est intégralement remboursée lorsque le montant toutes taxes comprises des prestations exécutées atteint le montant de l'avance accordée.

10.1.3 Avance accordée au sous-traitant

Une avance pourra être versée sur sa demande au sous-traitant dans les conditions de l'article R2193-17 et suivants CCP.

Le droit à avance est ouvert dès la notification du marché en cas de sous-traitance déclarée dans l'offre et dès la notification de l'acte spécial en cas de sous-traitance déclarée en cours d'exécution du marché.

Le montant de l'avance se calcule selon les mêmes modalités que celles indiquées ci-dessus pour l'avance du titulaire du marché.

Les modalités de remboursement de l'avance sont les mêmes que celles applicables à l'avance du titulaire du marché.

10.1.4 Dispositions applicables en cas de cotraitance.

En cas de cotraitance, conformément à l'article 10.7 du CCAG travaux :

- si les paiements sont effectués sur un compte unique, le montant de l'avance est versé sur ce compte,
- si les paiements sont effectués à chaque cotraitant pour la part des prestations qu'il exécute, le montant de l'avance est versée sur le compte du cotraitant. Chaque cotraitant peut obtenir une avance dès lors que le montant global du marché ouvre le droit à avance. Le calcul du montant de l'avance de chaque cotraitant est fait en tenant compte du montant des prestations exécutées par celui-ci.

10.2 Règlement des comptes

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 10.2 du CCAG.

10.3 Prix des travaux

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 10.3 du CCAG.

Le prix des travaux font l'objet de l'article 4 de l'acte d'engagement.

10.4 Approvisionnements

Cet article est sans objet pour le présent marché.

10.5 Actualisation des prix

Les prix fermes sont actualisables.

10.5.1 Modalités d'actualisation des prix :

Si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son (ou ses) prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, le prix (ou les prix) est (sont) actualisable(s) en appliquant le coefficient d'actualisation C_a suivant :

$$C_a = \frac{I_m - 3}{I_{m_0}}$$

dans lequel :

- C_a est le coefficient d'actualisation. Il est arrondi au millième supérieur.
- m_0 est le mois correspondant à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre. **La date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre est la date limite de remise des offres** (en cas de procédure avec remise d'offre(s) intermédiaire(s) et d'offre finale c'est la date limite de remise de l'offre finale)
- m est le mois correspondant à la date de début d'exécution des prestations.
- $m-3$ est le mois m moins 3 mois.
- I représente le ou les index ou paramètres représentatifs de la prestation :

INDEX NATIONAL : BT 01

- I_{m-3} et I_{m_0} étant respectivement les valeurs de I le 1^{er} jour du mois $m - 3$ et le premier jour du mois m_0 .

En cas de marché fractionné à tranches optionnelles, les prix de chaque tranche sont actualisables dans les conditions indiquées ci-dessus.

10.5.2 Dispositions applicables en cas de modification ou de disparition officielle de tout ou partie des paramètres représentatifs choisis dans les formules :

→ en l'absence de dispositions légales ou réglementaires permettant le rattachement des anciens paramètres à de nouveaux paramètres, les paramètres à appliquer seront choisis à partir d'éléments fournis par des publications périodiques, mercuriales ou tous autres termes de comparaison courante dans la région. Le choix de ces nouveaux paramètres fera l'objet d'une modification de marché conformément à l'article R2194-1 CCP.

→ si des dispositions légales ou réglementaires permettent le rattachement des anciens paramètres à de nouveaux paramètres, la mise en œuvre de ces nouveaux paramètres fera l'objet d'un ordre de service.

En cas de marché fractionné à tranches optionnelles, les prix de chaque tranche sont actualisables dans les conditions indiquées ci-dessus.

10.5.3 Dispositions applicables en cas de blocage des prix par voie réglementaire

Il est expressément convenu, que si les prix relatifs à l'objet de ce marché venaient à être bloqués par voie réglementaire, les dispositions réglementaires s'appliqueraient sans modification du marché public.

Lors du déblocage des prix et à défaut de dispositions réglementaires concernant ce déblocage, ce sont les dispositions suivantes qui s'appliqueraient :

- nouveau mois m_o = mois de déblocage des prix,
- nouveaux prix p_o = prix du marché ramenés sur le nouveau mois m_o ,
- application de la formule contractuelle pour la suite du marché.

10.5.4 Dispositions relatives à la variation du prix des fournitures soumises à la fluctuation des cours mondiaux

Ces dispositions sont sans objet pour le présent marché.

10.6 Rémunération en cas de tranches optionnelles

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 10.6 du CCAG.

10.7 Rémunération en cas de groupement d'opérateurs économiques

Cet article complète les dispositions de l'article 10.7 du CCAG.

10.8 Rémunération de sous-traitants payés directement

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 10.8 du CCAG.

ARTICLE 11 : CONSTATATIONS ET CONSTAT CONTRADICTOIRES

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 11 du CCAG.

Elles peuvent être complétées par les dispositions du CCTP.

ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

12.1 Demandes de paiement mensuelles

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 12.1 du CCAG.

12.2 Acomptes mensuels

Les acomptes seront versés dans les conditions des articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 CCP et de l'article 12.2 du CCAG travaux.

12.2.1 Retenue de garantie

Cet article complète l'article 12.2.1 du CCAG.

Le présent marché comporte une retenue de garantie de 5 %. Pour les marchés non fractionnés, la retenue de garantie s'applique au montant total du marché, pour les marchés à tranches optionnelles, elle s'applique au montant total de chaque tranche. Les modalités d'application de cette retenue ainsi que celles de son remboursement sont définies par les articles L2191-7 et R2191-32 à R2191-35 CCP, ces dispositions s'appliquant à chaque bon de commande.

La retenue de garantie ne pourra être remplacée que par une garantie à première demande. Il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

12.2.2 Notification de l'état d'acompte mensuel par le maître d'oeuvre

Cet article complète l'article 12.2.2 du CCAG et y déroge.

Dans un délai de **10 jours** à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuel du titulaire, le maître d'œuvre notifie au titulaire par ordre de service l'état d'acompte mensuel.

12.3 Demande de paiement finale

Les dispositions contractuelles sont celles 12.3 du CCAG.

12.4 Décompte général définitif - Solde

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 12.4 du CCAG.

12.5 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitants

Cet article complète l'article 12.5 du CCAG.

Afin de permettre le traitement des demandes de paiements des cotraitants et sous-traitants dans la plate-forme nationale CHORUS PRO, le titulaire doit suivre les indications détaillées aux points 1,2 3 de la page du site « Communauté chorus pro » disponibles sous le lien :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/gerer-les-factures-de-sous-traitance-cotraitance/#1531303864624-bb833ce6-5828>

Le titulaire du marché a l'obligation d'informer ses cotraitants et sous-traitants des dispositions applicables.

Les demandes de paiement seront présentées conformément aux dispositions du CCAG et aux dispositions réglementaires.

12.5.1 Dispositions particulières au cotraitant

Les demandes de paiements de cotraitant dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises n'ayant pas ouvert de compte unique font l'objet de paiements distincts de celle du mandataire.

Pour prendre en charge ces demandes de paiements, l'acheteur doit disposer de la répartition des paiements entre cotraitants qui doit être fixée :

- soit dès la conclusion ou la mise au point du marché,
- soit lors de l'émission de chaque bon de commandes dans le cas des accords-cadres où la répartition n'aurait pas été fixée au préalable.

12.5.2 Dispositions particulières au sous-traitant

Les sous-traitants sont payés dans les conditions prévues aux articles R2193-10 à R2193-16 du code de la commande publique.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé (article R2193-11 CCP).

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R. 2193-11 pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur (Article R2193-12 CCP).

Pour prendre en charge les demandes de paiements du sous-traitant, l'acheteur doit recevoir dans CHORUS PRO l'attestation de paiement direct établie par le titulaire.

12.6 Facturation électronique

Cet article 12.6 complète l'article 12.6 du CCAG.

Les demandes de paiement seront présentées conformément aux dispositions du CCAG et aux dispositions réglementaires.

Elles doivent être envoyées à l'Université de Perpignan par voie dématérialisée via la plateforme nationale CHORUS PRO :

<https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>

Ainsi, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques doivent (ou peuvent sous conditions ci-avant) être effectués sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de difficultés d'ordre informatique, les demandes de paiement peuvent parvenir à l'adresse suivante par voie dématérialisée à :

service.facturier@univ-perp.fr

En cas d'erreur de facturation, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture. Les factures seront établies en euros.

Le mode de règlement choisi par l'université de Perpignan est le virement administratif ; il est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué au présent marché à partir de son RIB.

L'ordonnateur de la dépense est le président de l'université de Perpignan.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'université de Perpignan.

12.7 Délais de paiement

Le délai global maximum de paiement ne peut excéder **30 jours**.

Le point de départ du calcul du délai de paiement est la date de mise à disposition sur le compte CHORUS PRO de l'Université de Perpignan de l'état d'acompte mensuel visé par le maître d'œuvre.

12.8 Mode de règlement du marché

L'UPVD se libérera des sommes dues au titulaire par virement administratif selon les règles de la comptabilité publique française.

ARTICLE 13 : MODALITES DE FIXATION DES PRIX DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Sans objet.

ARTICLE 14 : AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

14.1 Définitions

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 14.1 du CCAG.

14.2 Obligation de mener à son terme la réalisation des travaux

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 14.2 du CCAG.

14.3 Contenu des prix en cas d'augmentation du montant du marché

Cet article remplace l'article 14.3 du CCAG et y déroge.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG, quelle que soit l'augmentation du montant du marché, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation. Les prix fixés dans l'avenant modifiant le montant du marché, tiennent compte de l'ensemble des charges supplémentaires éventuelles supportées par le titulaire du fait de l'augmentation du montant du marché.

14.4 Information du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage en cas d'atteinte du montant contractuel du marché

Cet article remplace l'article 14.4 du CCAG et y déroge.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, un **mois** au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra le montant contractuel du marché (prix forfaitaire) ou le montant estimatif du marché (prix unitaires).

Dans tous les cas, le titulaire est tenu d'arrêter les travaux à la date à laquelle le montant exécuté atteint le montant contractuel si aucun avenant ne lui a été notifié. Les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés.

En cas d'arrêt du chantier, les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage.

Cependant, ces mesures sont à la charge du titulaire, si ce dernier n'ayant pas informé le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage dans le délai visé ci-dessus de la date probable d'atteinte du montant contractuel ou estimatif du marché, le maître de l'ouvrage n'a pas pu notifier l'avenant avant cette date probable.

14.5 Obligations du maître d'oeuvre

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 14.5 du CCAG.

ARTICLE 15 : DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

15.1 Marchés ordinaires ou à tranches optionnelles

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 15.1 du CCAG.

ARTICLE 16 : CHANGEMENT DANS LES DIVERSES NATURES D'OUVRAGES

16.1 Champ d'application de cet article

Cet article complète l'article 16 du CCAG.

L'article 16 du CCAG ne s'applique ni aux marchés à prix global et forfaitaire, ni aux accords-cadres à bons de commande.

16.2 Marchés à prix unitaires

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 16.2 du CCAG.

16.3 Marchés à prix forfaitaires

Cet article déroge à l'article 16.3 du CCAG.

La référence à l'article 14.3 du CCAG est supprimée.

ARTICLE 17 : PERTES ET AVARIES

Cet article complète l'article 17 du CCAG.

En plus des dispositions de l'article 17 du CCAG, il est précisé qu'il n'est alloué au titulaire aucune indemnité au titre de dommages provoqués par des actes de vandalisme.

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 18 : FIXATION ET PROLONGATION DES DELAIS

18.1 Délais d'exécution

18.1.1 Contenu du délai d'exécution du marché

Cet article déroge aux articles 18.1 et 28.1 du CCAG.

Le délai d'exécution du marché (ou de la tranche en cas de marché à tranches optionnelles,) comprend le délai de la période de préparation, le cas échéant et le délai d'exécution des travaux.

- **Le délai d'exécution des prestations dues pendant la période de préparation**, telles que prévues à l'article 28.1 du présent document, est de 1 mois à compter de l'ordre de service qui en fixe le démarrage.
- **Le délai d'exécution des travaux** comprend le délai de réalisation des travaux incombant au titulaire ainsi que le repliement des installations du chantier et la remise en état des terrains et lieux.

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux de tous lots confondus est de 8 mois (dont le délai de préparation du chantier), tel que prévu au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent marché.

Les délais d'exécution des lots sont fixés au calendrier prévisionnel joint à la présente consultation.

Le délai d'exécution de chaque lot est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier dans les conditions prévues au 28.2 du CCAG.

Le délai d'exécution des travaux de chaque lot débute à compter de la date de démarrage des travaux fixée par un ordre de service.

18.1.2 Délais partiels (ou distincts)

Pour les lots à tranches optionnelles le délai de préparation commun à toutes les tranches est de 1 mois.

Cet article complète l'article 18.1.2 du CCAG.

Pour la tranche ferme, le délai débute à compter de la date de démarrage des travaux fixée par un ordre de service.

Pour chaque tranche optionnelle, le délai débute à compter de la date de notification de l'ordre de service informant le titulaire de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle.

18.2 Prolongation des délais d'exécution

Si le maître d'œuvre conteste les raisons invoquées par le titulaire pour arrêter les travaux, il lui enjoint de les reprendre par ordre de service.

18.2.1 Modalités de prolongation des délais d'exécution

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 18.2.1 du CCAG

18.2.2 Cas ouvrant droit à une prolongation des délais

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 18.2.2 du CCAG.

18.2.3 Prolongations des délais en cas d'intempéries

Cet article complète les dispositions de l'article 18.2.3 du CCAG.

Les modalités de prolongation des délais en cas d'intempéries au sens des dispositions législatives et réglementaires sont fixées à l'article 18.2.3 du CCAG.

18.3 Prolongation ou report des délais en matière de tranches optionnelles

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 18.3 CCAG.

18.4 Prolongation ou report des délais en cas de réquisition

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 18.4 du CCAG.

ARTICLE 19 : PENALITES, PRIMES ET RETENUES

19.1 Généralités sur les pénalités

Cet article complète l'article 19.1 du CCAG.

Lorsque le marché comporte une formule de variation des prix, elle ne s'applique pas aux pénalités.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA ou à toutes autres taxes.

19.2 Pénalités de retard et retenues

19.2.1 Seuil d'exonération des pénalités

Cet article complète l'article 19.2.1 du CCAG.

En cas de marché non fractionné ou de marchés à tranches optionnelles, le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant ne dépasse pas 1 000 € HT pour le marché ou pour l'ensemble des tranches.

Le terme d'exonération s'entend strictement. La totalité des pénalités de retard est due si le seuil d'exonération est dépassé.

19.2.2 Plafond du montant des pénalités de retard.

Cet article déroge à l'article 19.2.2 du CCAG.

Il n'est pas prévu de plafond aux pénalités de retard.

19.2.3 Montant des pénalités de retard

Cet article remplace les dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG et y déroge.

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché, ou d'une tranche, pour lesquels un délai global, un délais partiel, un délai particulier ou une date limite a été fixé, il est appliqué une retenue journalière 1/ 3000 du montant hors taxe de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée ou du bon de commande.

Ces retenues sont transformées en pénalités lors de l'élaboration du décompte général en fonction du retard réel constaté lors de l'achèvement des travaux.

19.2.4 Phase contradictoire avant application des pénalités de retard par le maître d'ouvrage.

Cet article complète l'article 19.2.4 du CCAG.

Avant l'application de pénalités de retard, le maître d'ouvrage doit mener une discussion avec le titulaire du marché selon les modalités fixées à l'article 19.2.4 du CCAG.

19.2.5 Pénalités pour retard dans les délais partiels, les délais particuliers ou les dates limites.

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 19.2.5 du CCAG.

19.3 Retenues pour retard dans la remise de documents conformes à l'exécution

Cet article complète l'article 19.3 du CCAG.

Il sera appliqué une retenue de 1000 euros forfaitaire en cas de non respect des délais de remise des documents prévus à l'article 40 du CCAG.

Cette retenue sera transformée en pénalité dans les conditions de l'article 19.3 du CCAG.

19.4 Primes

Cet article est sans objet pour le présent marché

19.5 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Cet article complète l'article 19 du CCAG.

Il sera appliqué une pénalité de 300 euros pour chaque absence à une réunion provoquée par le maître d'oeuvre à laquelle le titulaire était expressément convoqué.

19.6 Pénalités pour non respect des dispositions relatives à la sous traitance

19.6.1 Pénalités pour non-respect du délai de communication du contrat de sous-traitance

Cet article complète les articles 19 et 3.6.5 du CCAG.

En cas de non respect des dispositions de l'article 3.6.1.5 du CCAP, le titulaire encourt la pénalité fixée dans cet article . Cette pénalité s'applique sur le montant du marché ou de la tranche concernée

19.6.2 Pénalités pour non respect du processus de règlement des sous-traitants

Cet article complète l'article 19 du CCAG.

Le titulaire qui ne respecte pas le processus décrit à l'article 12.5.2 du CCAP et notamment ne notifie au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre aucun avis sur les demandes de paiement du sous-traitant dans le délai indiqué, se verra appliqué une pénalité de 15 % du montant TTC de chaque facture pour lesquelles il n'aura pas respecté le processus prévu. Le montant de la pénalité ainsi calculé ne saurait être inférieur à 50 euros par facture.

19.7 Remise des attestations d'assurance pendant l'exécution du marché

Cet article complète l'article 19 du CCAG.

Si le titulaire ne satisfait pas à la mise en demeure fixée à l'article 8.2.2 du CCAP, il encourt une pénalité égale à 1/3 000ème du montant hors taxes du marché (montant minimum du marché pour les accords-cadres à bons de commande) ou de la tranche concernée, éventuellement modifié par modification de marché, ou, à défaut, pour les accords-cadres sans engagement de commande, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

19.8 Retenues pour non enlèvement de matériaux inemployés ou pour non enlèvement du matériel

Cet article complète l'article 19 du CCAG.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, l'entrepreneur concerné doit avoir fini de procéder au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. En cas de retard, ces opérations sont faites aux frais de l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG -Travaux.

19.9 Pénalités pour non-respect des dispositions relatives aux déchets de chantier

Cet article complète l'article 19 du CCAG.

19.10 Pénalités pour non respect de la clause d'insertion sociale

Cet article déroge à l'article 20.1.5 du CCAG et le remplace.

19.10.1 Retenues

Conformément à l'article 20.1.1 du présent CCAP, le titulaire doit répondre aux sollicitations de l'AMOI. Si, après mise en demeure, il ne se conforme pas à ces obligations de contact et de

concertation avec l'AMOI, une retenue de 300 euros sera opérée sur les prochains paiements/acomptes.

Cette retenue pourra être restituée au titulaire, suite à consultation de l'AMOI, s'il met en œuvre ses obligations dans des délais compatibles avec le respect effectif de la condition d'exécution sociale.

19.10.2 Pénalités

Conformément aux articles 20.1.1 et 20.1.3 (Obligation n°2), en cas de non-respect de la réalisation du nombre d'heures de travail réservées aux publics éloignés de l'emploi, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 60 euros par heure d'insertion non réalisée et un forfait de 150 euros par jour de retard sera appliqué à compter de la mise en demeure, en cas d'absence ou de refus de transmission de renseignements ou documents permettant le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion.

19.11 Pénalités pour non-respect de la réglementation relative à la protection des données personnelles

Cet article est sans objet pour le présent marché.

19.12 Autres retenues et pénalités

Cet article est sans objet pour le présent marché.

CHAPITRE 4 : REALISATION DES OUVRAGES

ARTICLE 20 : DEVELOPPEMENT DURABLE

20.1 Clause d'insertion sociale

Cet article déroge à l'article 20.1 du CCAG et le remplace.

Le maître d'ouvrage a inclus dans le présent marché public (LOT 3 SOLS SOUPLES) une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

20.2 Cellule d'appui

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage désigne une cellule d'appui « clause d'insertion » :

Benjamin MANEGLIA,
Chargé de mission clause sociale
GE-RSE BTP 66&11
Téléphone : 04.30.82.19.44 / 06.01.15.44.99
E-mail : clauseinsertion@ge-rse.fr

Dans ce cadre, cette cellule d'appui a pour missions :

- D'informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion existants,
- De proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés,
- De fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par les lots du marché,
- De suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

20.3 Engagements de l'entreprise

- Vis-à-vis du maître d'ouvrage :
 - o L'entreprise s'engage à respecter les modalités prévues dans cette annexe et d'effectuer le nombre d'heures d'insertion indiquées dans l'annexe à l'acte d'engagement.
- Vis-à-vis du GE-RSE :
 - o L'entreprise s'engage à prendre contact sous 15 jours, suivant la notification d'attribution, avec la cellule d'appui désignée en paragraphe 1
 - o L'entreprise s'engage à prévenir la cellule d'appui de toutes difficultés dans la mise en place de la clause sociale ainsi que dans le cadre des recrutements de bénéficiaires et de leurs missions.
- Vis-à-vis du bénéficiaire :
 - o L'entreprise s'engage à désigner un tuteur et à assurer le lien avec la cellule d'appui désignée dans le paragraphe 1

20.4 Publics bénéficiaires des clauses sociales

20.4.1 Publics éligibles

Le titulaire doit impérativement faire appel à une /des personne(s) relevant des catégories suivantes pour la réalisation de la clause d'insertion :

Publics bénéficiaires	Précisions
Bénéficiaires de minimas sociaux	Personnes bénéficiaires du RSA, de l'ASS ou de l'AAH
Demandeurs d'emplois de longue durée	Plus de 12 mois d'inscription dans les 18 derniers mois
Demandeurs d'emplois de +50 ans	Personnes âgées de +50 ans et inscrites comme demandeurs d'emploi
Jeunes de – 26 ans	Jeunes répondant à au moins 1 critère : <ul style="list-style-type: none">- Niveaux de qualification 3 maximum (CAP/BEP obtenu) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois- Diplômes mais justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis la sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
Travailleurs handicapés	<ul style="list-style-type: none">- Travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail- Personnes inscrites comme demandeurs d'emploi
Personnes prises en charge dans le dispositif IAE	Mises à disposition issues des structures d'insertion : <ul style="list-style-type: none">o Association Intermédiaire (AI),o Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI),o Entreprises d'Insertion (EI),o Atelier et Chantier d'Insertion (ACI),o Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)
Habitants des Quartiers Prioritaires de la Ville éloignés de l'emploi	Personnes habitants le périmètre des Quartiers Prioritaires de la Ville et présentant des difficultés d'accès à l'emploi
Autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi et/ou à la qualification	Validation sur avis motivé par le Service Public de l'Emploi et le facilitateur des clauses sociales du marché

20.4.2 Conditions supplémentaires quant aux bénéficiaires

Pour être prises en compte au titre de la clause d'insertion, ces personnes doivent :

- Être validées impérativement avant embauche par la cellule d'appui clauses sociales du marché, désignée au paragraphe numéro 1,
- Être intégrées durant l'exécution du marché.

20.5 Moyens de réponses aux heures d'insertion

Embauches directes dans l'entreprise	Mises à disposition de salariés	Co-traitance ou sous-traitance avec une structure d'insertion/handicap
<ul style="list-style-type: none">• CDD• CDI• Contrats d'apprentissage• Contrats de professionnalisation• Contrats aidés (CUI-CIE, etc.)	Recours à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)	Concerne exclusivement : <ul style="list-style-type: none">• Entreprises d'Insertion (EI)• Entreprises Adaptées (EA)• ESAT• Chantiers d'insertion (ACI)
	Recours à une association intermédiaire (AI)	
	Recours à un groupement d'employeur pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)	
	Recours à une entreprise de travail temporaire (ETT)	
Remarques :		
<ul style="list-style-type: none">• Les personnes bénéficient d'un parcours d'insertion maximal de 24 mois.• La signature d'un CDI avec un bénéficiaire déjà en parcours sera valorisé pendant 12 mois à partir de la signature du contrat pour les clauses sociales des marchés en cours et à venir		

20.6 Globalisation des heures d'insertion

Dans le cas d'une entreprise attributaire de plusieurs marchés comportant une clause sociale, il sera possible de globaliser l'ensemble des heures d'insertion après demande et accord auprès du facilitateur.

Elle peut être déclarée recevable :

- Si la mesure permet de respecter la réalisation des heures d'insertion dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés,
- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion,
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,

En tout état de cause, les heures d'insertion réalisées seront affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

20.7 Cas des co-traitances et sous-traitances

En cas de co-traitance et de sous-traitance, l'entreprise mandataire reste redevable auprès du donneur d'ordre de la réalisation intégrale des heures d'insertion lui ayant été notifiées.

Dans le cas où le mandataire souhaite répartir son engagement d'insertion avec ses entreprises partenaires (co-traitants ou sous-traitants), il devra transmettre un document d'engagement co-signées par les parties prenantes.

20.8 Modalités de contrôle de l'action d'insertion et pénalités

Il sera procédé au contrôle de la bonne exécution de la clause d'insertion sur lequel l'attributaire s'est engagé. A cet effet, il doit être produit mensuellement tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'engagement d'insertion (copie des contrats, relevés d'heures etc.)

L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements entraîne l'application d'une pénalité dont le montant est fixé dans le tableau ci-dessous.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAG.

Le non-réalisation totale ou partielle des heures d'insertion par l'entreprise attributaire, entraîne également l'application d'une pénalité dont le montant figure dans le tableau ci-dessous.

• Pénalités	• Montant
• Non-réalisation de la totalité ou d'une partie des heures d'insertion notifiées	• 60€ TTC par heures non réalisées
• Absence/refus de transmission de renseignements ou documents permettant le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion	• Forfait de 150€ TTC par jour de retard à compter de la mise en demeure

20.9 Difficultés de réalisation des heures d'insertion

Le titulaire doit informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le maître d'ouvrage et le facilitateur étudieront les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A noter : la clause sociale d'insertion professionnelle pose une obligation pour le titulaire de recourir partiellement à une main-d'œuvre extérieure, ce qui est susceptible d'entrer en conflit avec d'autres obligations du titulaire au titre du code du travail (articles L 1233-45 et L 1242-5, notamment) lorsqu'il fait face à des mesures de chômage partiel ou de licenciement économique au sein de son entreprise.

En effet, ces mesures sont généralement assorties d'une interdiction d'embauche.

Il est donc légitime que l'acheteur en relation avec le facilitateur, accède à la demande de l'entreprise d'alléger ou de suspendre la clause sociale d'insertion professionnelle tant que perdurent ces difficultés et le risque de contradiction avec le code du travail.

La reconnaissance de cette situation sera matérialisée par un ordre de service de l'acheteur.

Ainsi, en cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement économique ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra suspendre l'application de la clause sous réserve que le titulaire l'informe par courrier recommandé avec AR en lui adressant une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DDETS ou au juge.

21 Clause environnementale générale

Cet article est sans objet pour le présent marché.

21.1 Contenu des conditions d'exécution à caractère environnemental

Cet article complète l'article 20.2 du CCAG.

Le présent marché comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental. Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations.

21.1.2 Modalités de vérifications du respect par le titulaire des conditions d'exécution à caractère environnementale

Les dispositions du CCAG-travaux s'appliquent.

21.1.3 Pénalités pour non respect des conditions d'exécution à caractère environnemental

Les dispositions du CCAG-travaux s'appliquent.

ARTICLE 22 : PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 21 du CCAG.

ARTICLE 23 : LIEU D'EXTRACTION OU D'EMPRUNT DES MATERIAUX

L'article 22 du CCAG est sans objet pour le présent marché.

ARTICLE 24 : QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS - APPLICATION DES NORMES

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 23 du CCAG.

ARTICLE 25 : VERIFICATION QUALITATIVE DES MATERIAUX ET PRODUITS - ESSAIS ET EPREUVES

Cet article complète l'article 24 du CCAG.

Ces dispositions sont détaillées au CCTP.

A défaut d'indication dans le marché ou dans les normes des modes opératoires à utiliser dans le cadre des vérifications faisant l'objet de l'article 24 du CCAG, ceux-ci font l'objet de propositions écrites du titulaire soumises à l'acceptation du maître d'œuvre et du contrôleur technique.

Lorsque le titulaire adresse au maître d'œuvre les certificats constatant les résultats des vérifications faites, le maître d'œuvre, au vu de ces derniers, décide si les matériaux, produits ou composants de construction peuvent ou non être utilisés. Cette décision est subordonnée à l'avis du contrôleur technique.

Dans le cadre des opérations de vérification, le titulaire équipe, s'il y a lieu, les matériels de fabrication des dispositifs permettant d'opérer le prélèvement des matériaux aux différents stades de l'élaboration des produits fabriqués. Il en va de même pour les équipements de chantier nécessaires aux essais et épreuves des ouvrages.

ARTICLE 26 : VERIFICATION QUANTITATIVE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 25 du CCAG.

Ces dispositions sont détaillées au CCTP le cas échéant.

ARTICLE 27 : PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

L'article 26 du CCAG est sans objet pour le présent marché.

ARTICLE 28 : PREPARATION DES TRAVAUX

28.1 Période de préparation

Cet article complète l'article 28.1 du CCAG

Au cours de cette période, dont la durée est indiquée à l'article 18.1 du présent document, il est procédé aux opérations suivantes :

Gestion des DT (Déclaration de projet de travaux)

Conformément à la réglementation en vigueur, le responsable de projet ou son représentant a réalisé la DT en phase conception.

Les récépissés de cette DT, les éventuelles prescriptions spécifiques demandées par les exploitants de réseaux, ainsi que les résultats des éventuelles investigations complémentaires réalisées préalablement à la consultation des entreprises sont annexés au Dossier de Consultation (ou annexés au bon de commande en cas d'accord-cadre à bons de commandes). Le projet tient compte de ces éléments.

La déclaration de travaux (DT) en phase conception est considérée sans limite de validité.

Voir Article 7.8 du CCTP Tracés de niveaux, alignements, relevés topographiques, implantation précisé au CCTP.

28.2 Programme d'exécution – Calendrier d'exécution

28.2.1 Contenu du programme d'exécution-calendrier d'exécution

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 28.2.1 du CCAG.

28.2.2 Cas des travaux exécutés dans le cadre d'un marché unique.

Cet article est sans objet pour le présent marché

28.2.3 Cas des travaux allotis

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le Maître d'œuvre.

Cet article complète l'article 28.2.3 du CCAG.

28.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 28.3 du CCAG.

Les dispositions en matière de sécurité sont prévues au CCTP.

a) application du décret n° 92-158 du 20 février 1992

Les travaux objet du présent marché doivent être effectués en conformité avec la réglementation issue du décret du 20 février 1992.

Ce texte définit les prescriptions particulières d'hygiène ou de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement d'une entreprise, dite utilisatrice, par une ou des entreprises dite extérieure (articles R4511 à R4515 s du code du travail).

Le chef de l'entreprise utilisatrice assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des chefs des entreprises extérieures.

Chaque chef d'entreprise est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son propre personnel.

Cette coordination générale a pour objet de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu de travail.

Les chefs d'entreprises extérieures doivent faire connaître par écrit à l'entreprise utilisatrice la date de leur arrivée, la durée prévisible de leur intervention, le nombre prévisible de salariés affectés, le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention. Ils sont également tenus de lui faire connaître les noms et références de leurs sous-traitants, le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceci, ainsi que l'identification des travaux sous-traités.

Les chefs des entreprises extérieures devront fournir, à la demande des services de l'inspection du travail, l'état des heures réellement passées par les salariés qu'ils affectent à l'exécution de l'opération.

Préalablement à l'exécution de l'opération, il sera procédé à une inspection commune des lieux de travail.

Cette inspection préalable permettra, une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels, d'établir des consignes de sécurité adaptées. Un plan de prévention sera arrêté d'un commun accord, avant le début des travaux définissant les mesures qui doivent être prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.

Les chefs des entreprises extérieures devront, avant le début des travaux et sur le lieu même de leur exécution, informer l'ensemble des salariés sur les dangers spécifiques et les mesures qu'ils ont prises.

En outre, les chefs des entreprises extérieures devront veiller au suivi de la mise en oeuvre des mesures de protections et de préventions décidées d'un commun accord.

Le chef de l'entreprise extérieure qui entend déléguer ses attributions ne pourra le faire qu'à un agent doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires, et qui sera, lorsque c'est possible un des salariés appelés à prendre part à la direction de l'opération. Dans ce cas, le chef de l'entreprise extérieure fera connaître par écrit le nom et la qualification de la personne désignée.

b) travaux soumis à l'obligation de mise en place d'une mission de coordination sécurité santé

Conformément à la loi 93.1418 du 31 décembre 1993, aux décrets 94.1159 du 26 décembre 1994, 95.543 du 4 mai 1995, 95.607 et 95.608 du 6 mai 1995 et aux arrêtés du 25 février 2003, en application des articles L4531 à L4534 s, L4211 s, R4532 et R4533 s du code du travail, les travaux, objet du présent marché, sont effectués dans le cadre d'une opération soumise à l'obligation de mise en place d'une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Cette opération est classée :

en catégorie 2, par conséquent le chantier est soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé,

La mission de coordination sécurité en matière de sécurité et de protection de la santé est confiée à : Bureau ALPES CONTROLES

Le titulaire du présent marché a l'obligation de coopérer avec le coordonnateur sécurité santé désigné par le maître d'ouvrage.

Les modalités de cette coopération font l'objet de l'annexe au CCAP dénommée "les moyens de la coopération entre les différents intervenants à une opération de bâtiment ou de génie civil et le coordonnateur sécurité-santé".

L'intervention du coordonnateur sécurité santé ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil (article L.4532 s du code du travail).

28.4 Gestion de la qualité

L'article 28.4 du CCAG est sans objet pour le présent marché.

28.5 Registre de chantier

Cet article complète l'article 28.5 du CCAG.

Le registre de chantier peut-être tenu sur une plate-forme numérique, dans ce cas l'indiquer au présent article et préciser les conditions de son utilisation. Cette PF est administrée par le MOA ou le MOE

Les dispositions relatives au registre de chantier figurent au CCTP.

ARTICLE 29 : ETUDES D'EXECUTION

29.1 Documents fournis par le titulaire

Cet article complète l'article 29.1.3 du CCAG.

Les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail et autres documents sont établis par le titulaire seront remis pour approbation ou visa aux personnes suivantes :

- ATELIER FOISSIER ARCHITECTES, maître d'oeuvre, en 1 exemplaire,
- au contrôleur technique Bureau ALPES CONTROLES en 1 exemplaire.

Ce dernier (ou ces derniers) doit (doivent) les retourner au titulaire avec ses (leurs) observations éventuelles ou son (leur) visa au plus tard 5 jours après leur réception.

Le titulaire devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le maître de l'ouvrage

Les spécifications techniques sont fixées au CCTP.

29.2 Documents fournis par le maître d'œuvre

Cet article est sans objet pour le présent marché.

ARTICLE 30 : MODIFICATIONS APORTEES AUX STIPULATIONS TECHNIQUES CONTRACTUELLES

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 30 du CCAG.

ARTICLE 31 : INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

31.1 Installations de chantier

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 31.1 du CCAG.

31.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 31.2 du CCAG.

31.3 Autorisations administratives

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 31.3 du CCAG.

31.4 Sécurité et hygiène du chantier et mesure d'ordre

Cet article déroge à l'article 31.4.4 alinéa 1^{er} du CCAG.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître de l'ouvrage peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

L'intervention des autorités compétentes, du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre ou, le cas échéant, du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé, ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

31.5 Lutte contre le travail dissimulé et la sous-traitance occulte

Cet article complète l'article 31.5 du CCAG.

En cas de manquement aux règles de l'article 31.5 du CCAG, constaté par le maître d'ouvrage, celui-ci adresse au titulaire une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux fins de régularisation sous 24 heures.

Si la situation s'est poursuivie au-delà de ce délai, le maître d'ouvrage en informe l'Inspection du travail.

En cas de difficultés nées de l'application des dispositions ci-dessus, le maître de l'ouvrage attire l'attention du titulaire sur l'appréciation défavorable qu'il est susceptible de porter sur les garanties professionnelles de l'entreprise à l'occasion de consultations ultérieures.

31.6 Signalisation du chantier à l'égard de la circulation publique

Cet article complète l'article 31.6 du CCAG.

Le titulaire doit assurer la maintenance de cette signalisation en toutes circonstances, sauf en cas de force majeure. Il pourra être remédié sans délai, par les services compétents, à tous les défauts de signalisation, et ce, aux frais du titulaire.

Si le chantier nécessite la mise en place d'une déviation de la circulation, le titulaire a la charge, dans les mêmes conditions, de la signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et de la signalisation des itinéraires déviés.

31.7 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 31.7 du CCAG.

31.8 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité des lieux habités, fréquentés ou protégés

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 31.8 du CCAG.

31.9 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 31.9 du CCAG.

31.10 Démolition de constructions

L'article 31.10 du CCAG est sans objet pour le présent marché.

31.11 Emploi des explosifs

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 31.11 du CCAG.

31.12 Cas des travaux allotis

Cet article complète l'article 31.12 du CCAG.

LOT n°01 : CLOISONS / FAUX PLAFONDS

LOT n°02 : MENUISERIES BOIS

LOT n°03 : SOLS SOUPLES

LOT n°04 : PEINTURE

LOT n°05 : CHAUFFAGE - RAFRAICHISSEMENT - VENTILATION - PLOMBERIE

LOT n°06 : ELECTRICITE - COURANTS FORTS ET FAIBLES

31.13 Essais et épreuves exécutés par un laboratoire

Cet article est sans objet pour le présent marché.

31.14 Protection des végétaux.

Cet article complète l'article 31 du CCAG.

Lorsque les tailles sont indispensables, elles seront réduites au minimum et effectuées dans les règles de l'art, après accord du maître d'oeuvre, sujet par sujet. Le CCTP peut prévoir des dispositions complémentaires relatives à la protection des végétaux.

ARTICLE 32 : ENGIN EXPLOSIFS DE GUERRE OU MATERIAUX DANGEREUX

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 32 du CCAG.

ARTICLE 33 : MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LE CHANTIER

Cet article est sans objet pour le présent marché.

ARTICLE 34 : DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 34 du CCAG.

ARTICLE 35 : DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION

Cet article complète les dispositions de l'article 35 du CCAG.

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens de tiers, du maître de l'ouvrage, des assistants à maîtrise d'ouvrage, du fait de la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Il est précisé que, concernant les dommages causés aux tiers par le titulaire du marché, la réception de l'ouvrage sans réserve ne fait pas obstacle à la recevabilité d'une action du maître de l'ouvrage à l'encontre du titulaire, visant à lui faire prendre en charge tout ou partie des conséquences des dommages de toute nature imputables à la conception, à l'implantation ou à la construction de l'ouvrage, que ces dommages soient déjà connus à la date de réception ou qu'ils ne se révèlent que postérieurement à celle-ci.

ARTICLE 36 : GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

36.1 Principes généraux

Institution d'une organisation commune pour la gestion des déchets

Cet article complète l'article 36.1 du CCAG.

Les modalités de gestion et d'élimination des déchets de chantier sont prévues au CCTC, article 2.20 du Lot 00A.

36.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier

Cet article complète l'article 36.2 du CCAG.

Faute pour le titulaire de remettre au maître de l'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets, il sera appliqué une pénalité fixée à l'article 19.9 du présent CCAP.

ARTICLE 37 : ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 37 du CCAG.

En cas de non-respect des dispositions contractuelles, il sera appliqué la pénalité prévue à l'article 19.8 du CCAP.

ARTICLE 38 : ESSAIS ET CONTRÔLE DES OUVRAGES

Cet article complète l'article 38 du CCAG.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou son représentant sont à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, sont à la charge de l'entreprise ; le programme, ainsi que l'organisme chargé de les réaliser, sont dans chaque cas définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

ARTICLE 39 : VICES DE CONSTRUCTION

Cet article déroge à l'article 39 du CCAG.

Lorsque le maître d'œuvre présume qu'il existe un vice de construction dans un ouvrage, il doit proposer au maître de l'ouvrage des mesures de nature à déceler ce vice. La décision de faire exécuter de telles mesures appartient au maître de l'ouvrage après proposition du maître d'œuvre.

ARTICLE 40 : DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Cet article complète l'article 40 du CCAG.

Le titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-après les éléments constitutifs du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les éléments nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention(s) ultérieure(s) sur l'ouvrage (DIUO) qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- Les plans d'ensemble et de détails,
- Les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages et des équipements seront établies conformément aux prescriptions des fabricant et recommandations des normes françaises en vigueur,
- Les spécifications de pose,
- Les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur,
- Les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- Les constats d'évacuation des déchets.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard :

- 50 jours avant la date fixée pour les essais et opérations de réception
- Délai du CCTP qui prévaut sur celui du CCAP ci-avant, s'il est inférieur.

Dans les conditions ci-dessus, les DOE certifiés conformes à l'exécution des travaux par le Maître d'œuvre sont remis au Maître d'ouvrage et à l'organisme de contrôle technique :

- 30 jours avant la date fixée pour les opérations de réception
- Délai du CCTP qui prévaut sur celui du CCAP ci-avant, s'il est inférieur.

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre dans le délai fixé ci-avant est présenté dans les formes prévues à l'article 40 du CCAG, sauf les stipulations ci-après :

- Les notices de fonctionnement et d'entretien, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, sont fournis au format A4,
- Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont fournis au format A3, ces documents sont fournis en trois exemplaires papiers
- Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé,
- Ils sont également remis sur support informatique (CD, DVD, clé USB, autres) selon la même mise en page que la version papier (format fichier : DWG, PDF) .

Le défaut de remise, dans les délais cités ci-dessus, des documents mentionnés à l'article 40 du CCAG entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 19 du présent CCAP.

Si le CCTP prévoit l'élaboration, par le titulaire, de documents spécifiques tels que carnet de santé ou carnet d'identité, leur remise peut faire l'objet de réserves. Dans ce cas, ces réserves sont assorties d'un délai pour les lever. Les délais contractuels de remise de ces documents sont suspendus pendant le délai nécessaire à la levée des réserves relatives à ces documents, mais cette suspension ne peut avoir lieu qu'une fois.

CHAPITRE 5 : RECEPTION ET GARANTIES

ARTICLE 41 : RECEPTION

41.1 Organisation des opérations préalables à la réception

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41.1 du CCAG.

Cet article déroge à l'article 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG.

Si le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date des opérations préalables à la réception dans le délai fixé, le titulaire en informe le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celui-ci fixe la date des opérations préalables à la réception, au plus tard, dans un délai de 10 jours suivant la réception de la lettre adressée par le titulaire, et la notifie au titulaire et au maître d'œuvre.

41.2 Réalisation des opérations préalables à la réception

Cet article complète l'article 41.2 du CCAG.

Le contenu des opérations préalables est défini à l'article 41.2 du CCAG et complété le cas échéant au CCTP.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, le cas échéant, la constatation que les épreuves éventuellement prévues au CCTP ou demandées dans le cadre de l'article 24 du CCAG sont concluantes.

41.3 Décision sur la réception

Cet article déroge à l'article 41.3 du CCAG.

Le maître de l'ouvrage doit notifier au titulaire sa décision de réceptionner ou de reporter la réception dans un délai de 30 jours à compter de la réception des propositions du maître d'œuvre relatives à la réception des travaux. En cas de défaillance du maître d'œuvre pour procéder à la notification de ses propositions, le délai court à compter de la réception de l'envoi par le titulaire au maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception..

La date retenue pour l'achèvement présumé des travaux peut être distincte pour chaque lot, ou pour chaque ensemble homogène d'ouvrages.

En revanche, la date retenue par le maître de l'ouvrage pour prononcer la réception est unique pour l'ensemble des ouvrages objet de la réception, sous réserve de l'application de l'article 42 du CCAG.

41.4 Réceptions sous réserves d'épreuves

L'article 41.4 du CCAG est sans objet pour le présent marché.

41.5 Réception sous réserves en cas de prestations non exécutées

Cet article déroge à l'article 41.5 du CCAG.

S'il apparaît que certaines prestations prévues au présent CCAP et devant donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître de l'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui sera fixé dans la décision de réception sous réserves.

41.6 Réception sous réserves de remédier aux imperfections et malfaçons

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41.6 du CCAG.

41.7 Réception avec réfaction sur les prix

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41.7 du CCAG.

41.8 Prise de possession des ouvrages

Cet article complète l'article 41.8 du CCAG.

L'élaboration de l'état des lieux mentionné à l'article 41.8 du CCAG ne peut être considérée comme une réception tacite.

ARTICLE 42 : RECEPTIONS PARTIELLES

L'article 42 du CCAG est sans objet pour le présent marché.

ARTICLE 43 : MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 43 du CCAG.

Les dispositions particulières complétant ou dérogeant pour partie à l'article 43 du CCAG sont fixées le cas échéant au CCTP.

ARTICLE 44 : GARANTIES CONTRACTUELLES

44.1 Délai de garantie de parfait achèvement

La durée de garantie de parfait achèvement est de 12 mois à compter de la date d'effet de la réception.

44.2 Prolongation du délai de garanti de parfait achèvement

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 44.2 du CCAG.

44.3 Garantie de bon fonctionnement

Cet article est sans objet pour le présent marché.

44.4 Autres garanties particulières contractuelles

Cet article est sans objet pour le présent marché.

44.5 Suivi des garanties en cas de remise d'ouvrage à un tiers

Cet article est sans objet pour le présent marché.

CHAPITRE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

ARTICLE 45 : DEFINITIONS DES RESULTATS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 45 du CCAG.

ARTICLE 46 : REGIME GENERAL DES CONNAISSANCES ANTERIEURES ET DES CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 46 du CCAG.

ARTICLE 47 : STIPULATIONS SPECIFIQUES AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES ET CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS

47.1 Connaissances antérieures (hors standards) du titulaire, du tiers et du maître de l'ouvrage

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 47.1 du CCAG.

47.2 Connaissances antérieures standards

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 47.2 du CCAG.

ARTICLE 48 : REGIME DES RESULTATS

48.1 Finalité et besoin d'utilisation des résultats

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 48.1 du CCAG.

48.2 Droits du maître d'ouvrage

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 48.2 du CCAG.

48.3 Droits du titulaire

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 48.3 du CCAG.

48.4 Stipulations communes

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 48.4 du CCAG.

CHAPITRE 6 : RESILIATION DU MARCHE – INTERRUPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 49 : PRINCIPES GENERAUX

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 49 du CCAG.

ARTICLE 50 : CAS DE RESILIATION DU MARCHE

50.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 50.1 du CCAG.

50.2 Résiliation du fait du représentant du maître d'ouvrage ou de son mandataire

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 50.2 du CCAG.

50.3 Résiliation pour faute du titulaire

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 50.3 du CCAG.

50.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Cet article complète l'article 50.4 du CCAG.

L'indemnité de résiliation prévue à l'article 50.4 du CCAG s'applique au montant des prestations non exécutées de la tranche en cours d'exécution. Il n'est dû aucune indemnité pour les tranches exécutées et pour les tranches non affermies.

ARTICLE 51 : OPERATIONS DE LIQUIDATION

Cet article complète l'article 51 du CCAG.

Les modalités de convocation du titulaire aux opérations de liquidation sont précisées dans la décision de résiliation.

Dans le procès-verbal relatif aux constatations faites, tel que prévu à l'article 51.1 du CCAG, le maître d'œuvre doit faire des propositions concernant les mesures à prendre avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutées.

ARTICLE 52 : MESURES COERCITIVES

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 52 du CCAG.

ARTICLE 53 : AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

.

53.1 Ajournement des travaux

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 53.1 du CCAG.

53.2 Interruption des travaux pour retard de paiement

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 53.2 du CCAG.

53.3 Suspension des travaux en cas de circonstances exceptionnelles

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 53.3 du CCAG.

53.4 Ajournement des travaux en cas d'absence de réponse d'un exploitant à une DICT ou DT-DICT conjointe

Cet article complète l'article 53 du CCAG.

Les conditions ouvrant droit à l'indemnisation

Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, le titulaire du marché de travaux ne pourra pas être tenu pour responsable d'un retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un ou plusieurs exploitants de réseaux sensibles à une relance à une DICT ou DT-DICT conjointe, dès lors que les conditions suivantes seront cumulativement respectées :

- s'il a envoyé la relance à la DICT ou DT-DICT conjointe dans les conditions prévues à l'article R 554-26 du code de l'environnement et dès que l'absence de réponse de l'exploitant a été constatée dans les délais réglementaires ;
- si cette relance a été envoyée sur le fondement d'une DICT ou DT-DICT conjointe elle-même adressée dans les délais requis par le projet de travaux et dans les conditions prévues par l'article R 554-25 du code de l'environnement ;
- s'il prévient le responsable de projet de l'absence de réponse de l'exploitant et du retard prévisible en résultant pour le commencement des travaux uniquement si les ouvrages concernés sont sensibles pour la sécurité au sens du code de l'environnement ou déclarés sensibles par les exploitants.

Si l'ouvrage n'est pas sensible pour la sécurité, la préparation des travaux se poursuit même en l'absence de réponse de l'exploitant à la DICT ou DT-DICT conjointe dès lors que deux jours se seront écoulés après la relance envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception.

Si l'ouvrage est sensible pour la sécurité, **les travaux ne peuvent démarrer tant qu'une réponse de l'exploitant concerné n'est pas envoyée.**

Les modalités de l'indemnisation

Dès lors que les conditions énoncées à l'article ci-dessus sont réunies et entraînent un retard dans la date d'engagement contractuelle des travaux, cette situation ne doit pas entraîner de préjudice pour le titulaire du marché de travaux.

Un constat contradictoire est établi entre le responsable de projet et le titulaire du marché de travaux. Le cas échéant, le titulaire du marché de travaux adresse une demande d'indemnisation justifiée.

Le délai du marché pourra être prolongé du délai de retard d'engagement des travaux constaté.

Le montant de l'indemnité sera arrêté par le responsable de projet ou son représentant sur la base de tous les éléments fournis par le titulaire attestant de la réalité de son préjudice.

53.5 Arrêt de travaux en cas de découverte d'un réseau sensible non identifié en amont ou localisé à un endroit différent susceptible de danger lors des travaux

Cet article complète l'article 53 du CCAG.

Les cas ouvrants droit à l'indemnisation

Conformément à l'article L554-1 du code de l'environnement, le titulaire du marché ne subira pas de préjudice en cas d'arrêt de travaux justifié par l'une des situations suivantes :

- Découverte d'un réseau inconnu ou non repris sur les récépissés des DT et/ou DICT ou DT-DICT conjointe ou non piqueté par l'exploitant ;
- Différence notable sur la localisation entre l'état du sous-sol constaté en cours de chantier et les informations portées à la connaissance du titulaire, qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité (il faut entendre par différence notable un écart supérieur à la classe de précision de l'ouvrage ou de plus de 1,5 mètre entre la position reprise sur les plans ou sur le piquetage et la réalité) ;
- Découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible pour la sécurité dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies au titulaire par son exploitant de plus de 1,5 mètre ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision de ce dernier.

Les modalités de l'arrêt de travaux

Lorsque l'entreprise exécutant le marché de travaux rencontre l'une des situations évoquées ci-dessus qui entraînerait un danger pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, elle sursoit aux travaux adjacents et alerte le responsable de projet ou son représentant. Un constat contradictoire est établi selon le formulaire CERFA n°14767 « constat contradictoire arrêt de travaux » auquel sont jointes des photos attestant de l'anomalie rencontrée ou tout autre document.

L'entreprise exécutant le marché de travaux indique également les conséquences immédiatement perceptibles sur le déroulement du chantier et les impacts sur le personnel, engins et autres moyens mobilisés.

Selon le cas, le responsable de projet ou son représentant établit par écrit un ordre de reprise des travaux ou un ordre d'arrêt de travaux.

Dans cette dernière situation, il détermine dans un second temps, les conditions de reprise de ces travaux. Le responsable de projet ou son représentant ne peut donner l'ordre de reprise qu'après la levée de la situation susceptible d'engendrer un risque pour les personnes ou un danger d'endommagement des ouvrages concernés.

La durée d'arrêt des travaux prise en compte pour évaluer l'indemnité financière et déterminer la prolongation des délais contractuels, sous réserve de validation par le responsable de projet ou son représentant, est calculée depuis la date du fait générateur mentionnée dans le constat contradictoire jusqu'à la date d'effet de l'ordre de service de reprise des travaux par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Les modalités de l'indemnisation

L'entreprise titulaire des travaux établira un mémoire relatif à l'indemnisation de l'arrêt de travaux, accompagné de tous les justificatifs et des constats contradictoires établis lors de l'arrêt de travaux. L'indemnisation et la prolongation du délai contractuel éventuellement nécessaire seront établies sur la base des justificatifs admis par le responsable du projet ou son représentant.

ARTICLE 54 : CLAUSE DE REEXAMEN

54.1 Clause de réexamen prévues au CCAG

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 54 du CCA G.

CHAPITRE 8 : DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 55 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Cet article complète l'article 55 du CCAG.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif de Montpellier est seul compétent. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

CHAPITRE 9 : DIVERS

ARTICLE 56 : LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAP qui dérogent	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
3.1	3.1
3.8	3.8.2
4.1	4.1
4.2	4.2
5.2	5.2
8.2.1	8.1.3
9.4	9.4
10.1	10.1
14.3	14.3
14.4	14.4
16.3	16.3

18.1.1	18.1 et 28.1
19.2.2	19.2.2
19.2.3	19.2.3
19.10	20.1.5
20.1	20.1
39	39
41.1.	41.1.2 et 41.1.3
41.3	41.3
41.5	41.5